



# OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

---

---

## VERS DE NOUVELLES RESPONSABILITÉS POUR LA TURQUIE ?

PAR DIDIER BILLION

*Directeur des publications de l'IRIS,*

*Rédacteur en chef de La Revue internationale et stratégique*

13 octobre 2011

---

## VERS DE NOUVELLES RESPONSABILITES POUR LA TURQUIE ?

Par Didier Billion / Directeur des publications de l'IRIS, Rédacteur en chef de *La Revue internationale et stratégique*

L'Institut du Bosphore a récemment organisé son troisième séminaire annuel à Istanbul. Cet institut, créé en 2009, est un think tank dédié au débat entre la Turquie et la France. Pour aider à reconstruire une relation malheureusement très dégradée entre les deux pays, l'institut se veut une plate-forme de dialogue permanente et rassemble des personnalités de haut niveau d'horizons divers : responsables politiques et économiques, experts et intellectuels turcs et français. Des échanges tenus au cours de ce troisième séminaire plusieurs remarques peuvent être formulées.

La première concerne la modification du rapport entre la Turquie et l'Union européenne (UE). Nous nous souvenons que durant une longue période une formidable énergie politique a été déployée en Turquie dans la perspective de l'ouverture des pourparlers d'adhésion débutés en 2005. Les années qui ont suivi ont confirmé cette énergie et la Turquie a multiplié les réformes économiques et politiques qui devaient permettre son intégration à l'UE en se conformant aux critères européens. Depuis, les relations se sont considérablement dégradées. Ne cachant plus leur hostilité à la perspective d'une intégration pleine et entière, certains membres de l'UE - la France et l'Allemagne en particulier - ont multiplié les difficultés et les obstacles. Le résultat est que depuis plus d'un an, aucun nouveau chapitre de négociations n'a été ouvert. L'UE durement frappée par la crise financière et économique semble se replier sur elle-même, alors que c'est précisément le contraire qu'il faudrait faire. L'UE ne pourra plus être ce qu'elle était avant la crise, c'est pourquoi il faut rapidement réfléchir à la future place de la Turquie au sein de l'UE. En un mot il faut écouter la Turquie. Le vice-Premier ministre, Ali Babacan, s'est fortement exprimé à ce propos lors du discours qu'il a prononcé devant l'Institut du Bosphore, considérant notamment que si l'UE arrêta le processus d'élargissement alors ce serait la fin de l'influence européenne sur la scène internationale. Il a aussi souligné, non sans une certaine

ironie, que la Turquie satisfaisait aux critères de stabilité défini par l'UE alors que nombre de ses membres n'y parvenait pas... Enfin, rappelant l'expérience turque de la crise économique de 2001-2002, il a même indiqué que la Turquie pouvait donner des conseils à l'UE. Certains participants français au séminaire ont trouvé les propos du ministre « arrogants » vis-à-vis de l'UE. Ils ont tort. La seule chose qui compte, c'est que la Turquie se soit profondément modifiée. Elle n'est plus désormais un élève à qui l'on peut faire la leçon mais est au contraire devenue un acteur majeur du jeu international et semble de plus en plus consciente de son potentiel et de la place qu'elle peut tenir à l'avenir.

La deuxième remarque concerne l'UE elle-même. Nous savons son incapacité à se comporter comme un véritable acteur des relations internationales. Nous l'avons encore dernièrement constaté à propos de la proclamation de l'Etat de Palestine, sujet politique central, sur lequel l'UE n'a pas été capable de défendre une position unie. Or, oui ou non considérons-nous que le niveau européen est pertinent pour peser sur les évolutions du monde ? Oui ou non les Européens veulent-ils faire valoir leurs réflexions, leurs positions, leurs propositions ? Si les réponses sont oui, alors il est assez évident que la Turquie constitue plus un avantage qu'un inconvénient. Il suffit d'observer les faits pour s'en convaincre. Au niveau économique par exemple, l'importance et l'intensité des relations économiques entre l'UE et la Turquie montrent que le dynamisme de l'économie turque serait profitable à l'UE dans son ensemble si la Turquie était en son sein. Il faut à la fois réaffirmer que l'intégration de la Turquie au sein de l'UE serait un multiplicateur de puissance pour les deux parties et qu'il s'agit bien d'une intégration à part pleine et entière, et non pas d'un partenariat privilégié dont on ne connaît pas les contours.

Cela vaut aussi pour les défis géopolitiques et nous amène à une troisième remarque. Une partie des débats du séminaire a évoqué les bouleversements politiques qui touchent le monde arabe depuis maintenant plusieurs mois et la façon dont la Turquie y a répondu. Pas plus que les autres nations elle n'avait anticipé les révoltes arabes et il faut admettre qu'elle a dû rapidement ajuster sa politique régionale et procéder à de nécessaires modifications. En effet, les succès du déploiement de sa politique régionale depuis quelques années avaient peut-être entraîné la Turquie à surévaluer son rôle et à considérer qu'elle était désormais la puissance qui permettrait de régler les crises régionales. La formidable onde de choc qui

traverse le monde arabe l'a obligée à réévaluer le poids réel de sa politique dans la région. Disons-le nettement, ce poids est important, le succès de la visite officielle du Premier ministre turc en Egypte, Tunisie et Libye le démontre amplement. Toutefois le concept du « Zéro problème avec nos voisins » développé par le ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, demande à être relativisé. Il peut être une perspective mais n'est pas - pas encore - une réalité. Le cas de la Syrie est de ce point de vue tragiquement révélateur. Personne n'a réussi à convaincre Bachar el Assad de modifier sa politique. Ankara pas plus que les autres, alors qu'elle avait créé depuis plusieurs années des liens étroits avec Damas. Cruelle déception pour les responsables turcs, ce qui confirme que pour mener une politique extérieure digne de ce nom, il faut toujours élaborer une vision de moyen ou long terme. En ce sens, la Turquie ne doit pas se laisser étourdir par ses succès mais évaluer le plus justement les immenses défis qui lui sont posés non seulement vis-à-vis de la Syrie, mais aussi de Chypre, de l'Arménie, de l'Iran ou de l'Irak.

Sur ces questions, l'Union européenne devrait aussi avoir une politique plus positive, volontaire et de long terme vis-à-vis de la Turquie. ■

## **VERS DE NOUVELLES RESPONSABILITES POUR LA TURQUIE ?**

*par Didier Billion / Directeur des publications de l'IRIS, Rédacteur en chef de La Revue internationale et stratégique*

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GEOPOLITIQUE / 13 OCTOBRE 2011

**© IRIS**

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES  
2 bis rue Mercoeur  
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60  
F. + 33 (0) 1 53 27 60 70  
[iris@iris-france.org](mailto:iris@iris-france.org)

[www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)  
[www.affaires-strategiques.info](http://www.affaires-strategiques.info)